

LE PLANETARIUM de Ghassan Salamé

L'ascension programmée de Colin Powell

Brillant militaire et adroit politique, symbole d'une Amérique où le *melting-pot* a encore quelques beaux restes, l'ancien chef d'état-major américain a quelques atouts pour se présenter à la Maison-Blanche en 1996.

Les Etats-Unis sont-ils en train de fabriquer un nouvel Eisenhower? Bill Clinton sombre dans les sondages, lutte avec peine contre de nouvelles révélations embarrassantes sur son passé et s'apprête à connaître le sort, devenu courant, de présidents auxquels les Américains refusent un second mandat. Dans le camp républicain, le patron du Sénat, Robert Dole, «candidat naturel», doit, à 70 ans, affronter à la fois une multiplication anarchique de rivaux issus de son propre parti, les incartades de Newt Gingrich, son homologue de la Chambre, et les lourdes pressions de l'aile droite du Parti républicain, dopée par son triomphe aux législatives de novembre dernier.

Un candidat prépare déjà sa campagne. Il a fait sa réputation en tenue kaki. Il est populaire. Mieux encore, il est *colored*. Colin Powell est en train d'achever (lui aussi!) un livre de réflexions. En juillet, la campagne de promotion du livre, dans une centaine de villes, de New York à San Francisco, risque fort de tourner à la pré-campagne électorale. Powell est, comme Eisenhower, sans affiliation partisane déclarée, et il pourrait, comme son illustre modèle, répondre indifféremment à l'appel d'un Parti démocrate éventuellement affligé d'un candidat inéligible, ou d'un Parti républicain affaibli par une pléthore de candidats.

Cependant, Powell n'entre pas en politique vêtu de probité candide car c'est bien à la politique qu'il doit son ascension fulgurante. Bien plus qu'Eisenhower, Powell est un familier des sérails plutôt que des casernes. Né dans une famille d'immigrés jamaïcains, il a gravi les échelons militaires avant de bifurquer vers les allées du pouvoir. Il est d'abord conseiller du secrétaire à la Défense Caspar Weinberger, puis conseiller de sécurité nationale du président Ronald Reagan

durant les deux années critiques où l'Union soviétique entamait sa décomposition.

Il obtient sa quatrième étoile de général pour être nommé à la tête du puissant commandement des forces stratégiques. Pas pour longtemps: à 53 ans, il est le plus jeune officier (et le premier Noir) à être nommé chef d'état-major interarmes, de préférence à quinze généraux mieux gradés.

C'est dans ces fonctions que Powell va, depuis son bureau du Pentagone, «faire» la guerre du Golfe, la plus grande démonstration de puissance américaine de ces dernières décennies. Partisan du moindre risque, il sera l'architecte d'une stratégie fondée sur l'écrasante supériorité des armes, la nécessaire rapidité de l'engagement et le retrait immédiat quand les objectifs ont été atteints. En cela, il se positionne en théoricien de «la guerre propre», où la technologie fait la différence, et où la mort d'hommes devient aussi rare que possible.

Politique, il sait que la guerre se gagne d'abord au pays: longue, tortueuse, incertaine, coûteuse en hommes, les Américains la condamnent, comme celle du Viêt-nam; courte, massive et victorieuse, les Américains l'applaudissent, comme au Koweït.

Les amitiés politiques, nouées au fil des années par Colin Powell, lui seront encore plus précieuses que ses idées militaires. Des membres patentés de l'*establishment* washingtonien, les Armitage, Carlucci et autres Cheney, poussent ce militaire prudent et ce politique ambitieux sur le devant de la scène. Ronald Reagan et George Bush ne tarissent pas d'éloges sur son compte. Colin Powell est devenu le symbole même de la capacité de l'Amérique à rester une société de *melting-pot*, à dépasser sa vieille maladie raciale, à récompenser ses métèques intégrés. Son éventuel succès serait aussi la preuve que le métier de soldat, loin d'être démonétisé par la fin de la guerre froide, reste toujours un bon passeport pour le pouvoir.

Que l'élection d'un Noir, d'un fils d'immigrés récents, et d'un militaire soit aujourd'hui envisageable en dit déjà long sur l'évolution de la société américaine, minée par ses gangs ethniques qui sévissent dans la plupart des grandes villes, tout en étant porteuse d'un projet d'assimilation.

Cependant, la présidence des Etats-Unis est peut-être devenue un poste trop important pour laisser aux seuls Américains le soin de choisir son titulaire. Mais le monde est actuellement ainsi fait que tel sera encore le cas pour l'échéance de 1996: près de deux cents pays devront passivement assister à l'élection d'un homme dont ils auront à applaudir ou à déplorer les décisions. L'unipolarité n'est pas seulement un état de fait. C'est aussi, c'est d'abord, un risque. ■